

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est*

Ewa Charkiewicz¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté

* Original en anglais.

¹ Ewa Charkiewicz fait partie du laboratoire d'idées féministe (Pologne) et elle est membre de Women in Development Europe (WIDE).

et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

² Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

³ *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Ewa Charkiewicz

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Victoria Whitelaw

Traduction: Christine Blais

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

1. L'impact sur les femmes au sein de différents groupes sociaux

Les crises financière et économique, ainsi qu'une perte rapide de sécurité existentielle, ne sont pas des situations inconnues pour les femmes et les hommes des pays anciennement socialistes de l'Europe centrale et orientale (ECO). Ces crises ont fait partie du quotidien pour la majorité des populations de cette région, et ce, de façon permanente. Dans les pays mentionnés dans cet article - dont les nouveaux pays de l'Union européenne issus de la séparation de la Yougoslavie, de l'Ukraine et de la Russie, l'instabilité et les combats pour survivre ont fait partie intégrante du quotidien depuis les 20 dernières années alors que, plus tôt, les premiers signes de la crise du socialisme d'État sont apparus dans les années 80. Dans l'ancienne Yougoslavie, la guerre a aggravé l'insécurité existentielle. Le paradoxe est que la nouvelle crise arrive précisément au moment où la transition a finalement été déclarée comme étant complétée et que la vie des hommes et des femmes a gagné en stabilité, en bien et en mal.

Pour la majorité des femmes, la transition a été caractérisée par une période de détresse et d'insécurité en raison de la restructuration. Les inégalités générées par la privatisation en ce qui a trait à l'accès à la nouvelle richesse, affectant le travail rémunéré et d'autres sources de revenus, ont été écopées par les femmes. En outre, les coûts sociaux de la transition, en particulier ceux reliés au transfert de responsabilités pour la reproduction sociale de l'État aux foyers, ont été disproportionnellement endossés par les femmes. Les politiques en réponse à la crise financière sont donc inefficaces en refusant de prendre en considération les effets spécifiques et genrés du changement structurel en Europe orientale.

Alors que la restructuration néolibérale et la croissante distribution des revenus qui en résulte est un phénomène mondial (Scholte, 2000 et Milanovic, 1999), l'introduction d'un

marché économique en Europe orientale post socialiste coïncide avec la réorganisation de l'État, des cadres institutionnels et des conditions de vie et de travail. « Les processus de changement structurel radical reconstituent l'identité des groupes et leurs intérêts » et « créent également des divisions de travail, de ressources et de pouvoir basées sur le genre et la classe sociale » (True, 2000).

De fortes inégalités sont rapidement apparues, spécifiquement en Pologne (OCDE 2009) et en Russie, où les 10 % de la population la plus pauvre perçoit environ 2 % du revenu total, alors que les 10 % les plus riches perçoivent environ 40 % du revenu total (Kislitsyna). Alors que de nouvelles identités, de nouveaux rôles et nouvelles opportunités ont émergé pour les femmes, les relations entre les genres sont restées relativement inchangées pendant la transition. Alors que certaines femmes atteignaient des postes élevés (à la Présidence ou à la banque centrale par exemple), une nouvelle catégorie de domestiques et servantes émergeait, concernant beaucoup plus de femmes. « Ukrainka » (une Ukrainienne) est devenue un terme générique pour définir l'aide temporaire à la maison en Pologne et « Polka » (une Polonaise) est devenue le nom générique pour les servantes en Italie. De nouvelles libertés et opportunités se sont offertes et ont été appréciées, mais la vulnérabilité sociale résultant du démantèlement de la citoyenneté s'est fait ressentir à différents degrés dans la région.

La restructuration économique, sociale et politique a engendré un nouveau type de citoyenneté néolibérale, dépendante de sa capacité à générer des revenus. Par exemple, en Pologne, les femmes en âge de prendre la retraite peuvent accéder au transfert de leurs droits grâce à la législation établie avant la période transitoire. Cependant, les femmes approchant l'âge de la retraite, qui sont couvertes par la nouvelle législation qui lie le montant de la pension aux revenus gagnés et à la performance générale des fonds de pension privés,

reçoivent des pensions inférieures au salaire minimum, un montant très faible. De plus, il y a maintenant des femmes et des hommes qui n'ont pas accès aux soins de santé ou aux droits de pension. L'effet d'une rapide privatisation en masse (contrairement à une restructuration graduelle), comme celle exécutée en Russie, dénote une augmentation de 12,8 % dans la mortalité des hommes russes (Stuckler, King 2009), ce qui laisse aux femmes la lourde tâche de subvenir aux besoins des enfants et de les approvisionner.

L'accès à la nouvelle richesse a favorisé les hommes laissant un créneau pour les femmes dans les petites entreprises (Yurchak 2003). Comme le démontre une étude récente effectuée en Pologne, les avantages de la privatisation ont été accaparés par une nouvelle micro-classe directoriale, alors que les coûts de celle-ci, dont les pertes d'emplois, les baisses de salaire, les injections de capitaux et les fonds de propriété versés aux compagnies ou aux banques provenant de l'État avant même d'être vendus, ont été écopés par la société (Tittenbrun 2009). Au sein de la nouvelle micro-classe directoriale, les femmes sont en considérable minorité. Une étude parue en 2007 portant sur les membres des Conseils dans les entreprises publiques polonaises inscrites à la bourse révèle que seulement 11 % des membres sont des femmes (Puls Biznesu 2007). Au-delà de l'égalité des genres officielle, la façon dont la richesse est créée et les modèles de distribution des gains et des coûts, comprenant les coûts sociaux et écologiques de la génération de richesse, sont aussi problématiques.

Les meurtres liés au travail de cinq femmes agentes de recouvrement à Provident (une banque d'épargne basée au Royaume-Uni ayant des branches en Pologne), révèle la désolante dimension des genres de la création de richesses. Provident prête de l'argent aux foyers les plus pauvres à des taux d'intérêt extrêmement élevés. La société fait des profits en soutirant de l'argent aux pauvres et

en mettant la pression sur ses représentants pauvrement payés, par le biais d'un système basé sur des quotas et des honoraires, ce qui force toute la hiérarchie de la société à rechercher les profits du secteur « des prêts à risque » (Michalwicz 2009). Les institutions financières plus respectables s'organisent selon les mêmes principes, seulement, elles se concentrent sur les secteurs plus aisés de la population.

2. Pauvreté, perte d'emploi et stratégies d'adaptation antérieures non disponibles

Pendant la première décennie de transition, excepté la Pologne et la Slovénie, les pays de l'ECO et des nouveaux États indépendants (NÉI) ont connu une production totale inférieure à celle de 1989. Vers la fin de la deuxième décennie, le PIB de la région a atteint des niveaux similaires à ceux d'avant la transition (UNICEF 1999 et Banque mondiale 2009). Cependant, la reprise a été de courte durée: en raison de la crise financière et économique en cours, tous les pays de la région connaissent un déclin rapide de la croissance économique. Le degré du déclin varie à travers les pays, l'Ukraine, les pays Baltes et la Hongrie subissent les effondrements les plus abrupts. L'effet boule de neige de la volatilité du marché financier et le ralentissement économique constituent les faits annonciateurs d'une possible crise humaine.

Selon la Banque Mondiale (2009), la nouvelle crise financière plongera 35 millions d'habitants de l'ECO et des NÉI dans la pauvreté accompagnée d'effets prévisibles sur l'égalité des genres. La crise a occasionné un taux de pertes d'emploi qui n'avait pas été connu depuis le début des années 1990: le taux de chômage augmente d'un point de pourcentage par mois dans certains pays (en Lettonie, en Estonie, en Russie et en Ukraine). Cette situation est aggravée par une augmentation rapide des retards de salaire (des salaires



non versés ou partiellement payés) en Russie et en Ukraine (Rohland 2009), ce qui n'est pas vu comme un symptôme de la crise des droits humains.

Les effets de la crise financière et économique sur les femmes suivent la voie des stratifications sociales apparues dans les 20 dernières années, ce qui occasionne des effets multiples parmi les femmes de différents groupes sociaux. Par exemple, les femmes (et les hommes) des régions rurales qui ont accès à des terres et qui peuvent cultiver leur nourriture auront un moyen de survie. Inversement, les pauvres qui habitent la ville doivent faire face à la redondance des cités ouvrières et s'ils n'ont pas de famille dans les campagnes, ils manqueront de ressources nécessaires pour gérer efficacement cette situation. Un nombre limité de migrants pourrait bénéficier de la chute de la valeur de leur monnaie locale par rapport à celle du dollar et/ou de l'euro puisque le fait de convertir leurs revenus en monnaie étrangère à la monnaie locale augmente la valeur de ces revenus. Par contre, pour plusieurs autres, le ralentissement économique dans les pays d'accueil pourrait conduire à un déclin des emplois offerts aux migrants.

Un employé fraîchement diplômé qui en est à son premier emploi pourrait voir son contrat se prolonger puisque sa rémunération est moins coûteuse, mais le contrat d'un employé senior pourrait prendre fin et ses tâches transférées au jeune employé. Les effets de la crise sur l'égalité des genres dans la nouvelle classe moyenne affectent particulièrement les jeunes femmes professionnelles provenant de la génération d'enfants nés tout juste après 1989. Elles ont une carrière, par exemple comme banquière, dans le tourisme ou les services à la clientèle (des secteurs fortement touchés par la crise), et elles s'occupent de l'éducation des enfants. En raison des pertes de revenu, des coûts croissants de la vie et des remboursements des intérêts des dettes des ménages, ces femmes connaissent de nouvelles insécurités.

En dépit de la crise financière, il est possible que les compagnies utilisent celle-ci pour justifier des réductions de personnel, des coupures dans les coûts et des augmentations des marges de profits. Par conséquent, le travail du personnel restant s'intensifiera et, encore une fois, c'est la santé de l'économie qui passera avant la santé humaine.

Le plus gros poids de la crise financière se fait ressentir par les femmes provenant de foyers à bas revenus qui n'ont pas d'épargnes et qui font face aux limites des stratégies précédemment établies pour contrer la pauvreté (par exemple, l'immigration pourrait ne plus être une option viable pour lutter contre la pauvreté puisque les pays d'accueil font face au ralentissement économique également). Tel que mentionné ci-dessus, alors que le taux de change peut rendre la migration plus attrayante, le ralentissement économique et l'augmentation de la compétition au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas par exemple, rendent la recherche d'emploi plus difficile, et cela plus particulièrement dans le secteur formel.

Certains pays (tels que les Pays-Bas) ont déjà réduit l'accès aux marchés du travail pour les migrants provenant, par exemple, de la Roumanie et de la Bulgarie (Dutch News 2008). En République tchèque, les migrants vietnamiens ont été forcés à retourner chez eux. Les responsables tchèques ont offert des billets d'avion gratuit et 500 euros aux migrants sans emploi, afin de leur permettre de regagner leur pays. La plus forte réduction de la demande de travailleurs migrants se fait ressentir dans le domaine de la construction employant des travailleurs migrants de l'Ukraine. Environ 8,4 millions de dollars ou 8 % du PIB de l'Ukraine proviennent des transferts de fonds (Drach i Najibullah 2009). Les femmes sont soit affectées parce qu'elles sont elles-mêmes des travailleuses migrantes, soit parce qu'elles sont receveuses de transferts de fonds. En Ukraine, par exemple, les migrants retournant au pays n'ont aucune source alternative pour

subsister. En Ukraine, la crise économique aggravée par la crise énergétique (en raison des conflits avec la Russie à cause du prix du carburant), va créer des situations d'urgence.

Alors que la crise se fait sentir jusque dans les foyers, les femmes sont non seulement affectées par les pertes d'emploi et de revenu, elles sont également pressées de donner plus de soins et de consacrer plus de temps aux familles, et ce, dans des conditions de plus en plus précaires. Il n'est pas surprenant alors que le travail lié au sexe devienne l'opportunité d'emploi principale pour les jeunes femmes.

3. Les tendances économiques et les actions du gouvernement

Durant les vingt dernières années, tous les pays de l'ECO ont été intégrés, à différents niveaux, dans l'économie mondiale. Par conséquent, la crise actuelle s'étend à travers une production et un réseaux de distribution mondiaux. La situation des sociétés mères, qu'elles soient américaines (General Motors) ou indiennes (Videocon Group), a un impact sur les économies locales et sur les communautés : par exemple, lorsque des usines locales de sociétés multinationales ferment ou se relocalisent, les économies locales et les communautés en sont grandement affectées. De plus, la majorité des actionnaires (dans les domaines bancaires ou de la télécommunication par exemple) dépouillent les actifs et font pression sur les branches locales de la compagnie pour obtenir les dividendes qui ne seront pas réinvestis localement.

Quelques compagnies se relocalisent en Europe centrale et orientale, là où il est possible de réduire les coûts opérationnels en payant des salaires plus bas aux travailleurs que ceux qu'elles auraient à verser dans leur pays par exemple. Dell, qui était responsable de 5% du PIB en Irlande, a relocalisé son usine

d'ordinateurs de Limerick en Irlande à Lodz en Pologne. Des avantages se feront sentir pour les habitants de Lodz, mais 1 700 irlandais perdront leur emploi. L'économie locale de Limerick, contribuant autrefois à une partie importante de l'économie miraculeuse de l'Irlande, s'est maintenant effondrée (France24, 2009).

Pour les pays dépendants de produits de base, comme la Russie, ou pour ceux qui sont voués à l'exportation, le ralentissement économique des pays intégrant l'Union Européenne et les États-Unis a un impact sur les emplois et les revenus au niveau mondial, impliquant de lourdes conséquences pour la subsistance. Il n'est pas surprenant que des vagues de manifestations, dont de violentes attaques aux parlements, aient envahi la Bulgarie, la Hongrie, la Russie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, la plus récente ayant éclaté à Pikaliewo dans le nord de la Russie. À Pikaliewo, des habitants désespérés, conduits par des femmes, ont bloqué les autoroutes pour exiger du travail et un revenu après que trois des quatre compagnies de ciment locales aient fermé leurs portes et que l'entreprise restante ait cessé de verser les salaires (TVN24, 2009).

La crise financière a déjà fait des victimes à travers les pertes d'emploi et la destruction des moyens de subsistance. Les employés congédiés, en particulier les femmes qui ont presque atteint l'âge de la retraite, n'ont pas de grandes possibilités de trouver un nouvel emploi. Le chômage et les salaires très bas sont les principales causes de la pauvreté dans la région, rappelant les jeunes années de la transition alors que les emplois dans l'industrie textile, secteur dominé par les femmes, ont été les premiers à disparaître.

En Pologne, l'industrie textile s'est retrouvée en détresse alors que les segments principaux qu'elle approvisionnait en Europe de l'Ouest se sont effondrés. Le nombre d'emplois liés ce domaine en Pologne, y compris les sous-



traitants, est estimé à 40 000, dont la majorité sont des femmes (Polska Times, 2009). En République tchèque, l'Association de l'industrie du tissu a déclaré que dans le pire des scénarios, le nombre dans l'industrie – actuellement de 52 000 après des dizaines de milliers de congédiements – pourrait encore être réduit de 10 000 emplois d'ici 2010 (CzechNews, 18 nov, 2008). Le secteur bancaire est également en train de réduire son personnel : 12 000 pertes d'emplois ont été rapportées uniquement en Pologne (Gazeta Wyborcza, 2009).

Un déclin dans les postes à pourvoir – particulièrement en Bulgarie, en Lettonie, en Slovaquie, en Hongrie et en Pologne – s'est produit durant le dernier trimestre de 2008. En Hongrie, les postes à pourvoir ne couvrent actuellement que 10% du registre du chômage (Office des statistiques hongrois, 2009). En Pologne, seulement 14% du registre du chômage peut avoir accès aux bénéficiaires, qui sont en fait très maigres: 240 dollars les trois premiers mois et 120 dollars pour les trois mois suivants (GUS, 2009).

En Pologne, la fermeture des usines et la réduction de personnel ont aussi été provoquées par l'effondrement des nouvelles entreprises phares polonaises, dont une compagnie de transformation et de distribution de viande et des usines de verre spéculant sur les marchés des options de change. Les compagnies ayant l'État comme actionnaire majoritaire ont perdu 300 millions de dollars en raison de mauvais placements sur les contrats d'option de change (Pawlak, 2009, PAP 2008). Lors de séminaires organisés par l'OCDE, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international, les entreprises ont été encouragées et formées pour créer des marchés de dettes et des produits dérivés (OCDE, 2007).

Les budgets de l'État connaissent maintenant de nombreux problèmes financiers, dont un déficit des revenus, une augmentation des coûts du service de la dette de l'État et un déclin dans les investissements directs de

l'étranger et des transferts de fonds, ce dernier occasionnant de graves difficultés pour les foyers dépendant d'un revenu de l'étranger. Vu la demande décroissante pour l'exportation, le déclin des termes de l'échange, la dépendance aux produits de base (Russie), le haut niveau de la dette publique, ainsi que celui des sociétés et des foyers, mais également les effets sociaux statistiquement vérifiables (données sur les fermetures de compagnies, les licenciements collectifs, la baisse de postes à pourvoir et les statistiques croissantes du chômage), on ne peut nier la crise.

Pourtant, les gouvernements de la région n'ont que faiblement admis les impacts sociaux de la crise. Préoccupés par la performance des marchés boursiers locaux et des fonds d'investissement, et craignant la réaction des puissantes agences de notation, ils ont recours à la ruse des relations publiques ou simplement à la force brute. En Lettonie par exemple, un enseignant universitaire en économie a été arrêté pour avoir alerté ses étudiants au sujet de la crise financière dans son pays (New Statesman, 2008).

En considérant le déclin des investissements étrangers, la hausse des coûts de la dette et la baisse de revenu, les gouvernements n'ont que très peu de marge de manoeuvre; tomber dans le piège d'une nouvelle dette est donc plus que possible. Plusieurs pays (dont la Hongrie, l'Ukraine et les pays Baltes) étaient sur le point de faire faillite et se sont vu refuser des prêts du Fonds monétaire international et de la Banque Mondiale. En plus des 7,5 milliards de dollars empruntés par la Pologne à la Banque Mondiale pour couvrir les frais de la transition vers une économie de marché, un nouveau prêt leur a récemment été accordé dans le contexte de la crise, le montant ayant été négocié à 1 milliard de dollars (Banque Mondiale, 2009).

La Hongrie a échappé à la faillite grâce à un

prêt du Fonds monétaire international, de la Banque Mondiale et des États-Unis s'élevant à 15,7 milliards de dollars (FMI, 2008). Alors que le coût du service de la dette de l'État augmente, le revenu diminue contraint par la politique fiscale libérale et la course mondiale visant à offrir des conditions favorables (dont des réductions d'impôts et des congés fiscaux) pour la croissance du secteur privé. En Pologne, vers la fin des années 90, les impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers ont commencé à diminuer, la dernière baisse s'étant produite en 2008. En Bulgarie, un taux imposable fixe de 10% sur les revenus des sociétés et des particuliers a été instauré. Pour être éligibles aux fonds de l'UE, tels que les fonds structurels, les gouvernements doivent payer à l'avance et sont remboursés plus tard. Pour pouvoir faire cela, par contre, les gouvernements doivent avoir recours aux emprunts bancaires et émettre des obligations. Ces mesures font croître la dette publique, conduisant à une nouvelle dette. Les politiques macroéconomiques, dont les nouveaux prêts, ne font pas l'objet de consultations publiques.

La revue des plans de relance implémentés actuellement dans la région révèle que tous les gouvernements de la région ont prévu de prioriser le secteur privé, en lui procurant de nouveaux fonds et des garanties de crédit. D'autre part, les coûts sociaux associés à la crise ne sont pas considérés. En Russie, les réponses fiscales à la crise prévoient pour 2009 un faible 3,81 % alloué à la protection des groupes vulnérables (Rohland, 2009). Lors d'un discours durant une récente conférence académique, le directeur du bureau de la Banque Mondiale à Moscou, Klaus Rohland, a signalé qu'avec des dépenses supplémentaires modérées (1 % du PIB) et « bien ciblées », il est possible d'alléger substantiellement l'impact social de la crise (Rohland, 2009). Ces temps-ci, les gouvernements ne suivent pas les conseils de la Banque Mondiale. [Des dépenses] « bien ciblées » devient la formule magique pour prétendre

que les conséquences humaines de la crise sont prises en considération.

Tous les plans de relance sont basés sur un modèle d'approvisionnement de l'économie: soutenir le secteur privé contribuera à la richesse mondiale. Pour éviter le découragement des investisseurs et des agences de notation, le soutien au secteur social n'est pas mentionné dans les annonces publiques des réponses gouvernementales à la crise.

Le plan de relance de la Russie comprend 20 milliards de dollars et promet des réductions de l'impôt sur le revenu de 24 % à 20 %; dans le contexte hongrois, 1,4 million de dollars est alloué aux petites et moyennes entreprises (PME) et à l'amélioration de la compétitivité du secteur privé, entre autres, à l'aide de la promesse de réductions d'impôts. Le gouvernement de la Lituanie a annoncé qu'il vise à aider les entreprises à avoir accès au crédit, à améliorer l'environnement économique du pays, à alléger les régulations du marché, à encourager les exportations et les investissements, à devancer l'utilisation de l'aide structurelle de l'UE, ainsi qu'à augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments. Le plan de relance de la Pologne mentionne à une seule occasion les problèmes sociaux, la proposition est l'allocation de 1 % des impôts sur le revenu des particuliers aux entreprises sociales et non seulement aux organismes non gouvernementaux (ONG). La réponse de l'État polonais aux urgences sociales se traduit par des actions charitables de membres aisés de la société. En plus du plan de relance de 30 milliards de dollars, sont accordés 30 autres milliards à la stimulation de la croissance du secteur privé.

Tous les gouvernements de la région façonnent leurs politiques de réponse à la crise en prenant en compte les investisseurs internationaux et les marchés du crédit, plutôt que leurs propres citoyens (Economy Watch, 2009, MTI News, 2009, Lithuanian News Agency, 2009, PAP, 2008). La population, en particulier les



femmes et les hommes provenant de foyers à faible revenu, est laissée de côté et discriminée par les plans de relance.

Alors que les approches nationales face à la crise démontrent une évidente discrimination entre hommes et femmes – par le biais d'une économie financière virtuelle et productive au dépend de la reproduction sociale –, les cas locaux spécifiques de la discrimination des genres sont plus difficiles à identifier sans une recherche plus poussée. Il y a, cependant, des précédents historiques, tels que l'augmentation de l'écart de salaire entre hommes et femmes lors des premières années de transition. L'écart de salaire entre les genres s'est élargi pendant la crise financière en Russie en 1998. Les femmes ayant de faibles revenus ont été fortement touchées, parmi les dif-

ficultés on comptait des salaires non versés (Gerry et al, 2001). Malheureusement, l'histoire risque de se répéter.

Il est important de penser au-delà du cadre néolibéral. Offrir simplement des hommages respectueux à la protection des groupes vulnérables ou adopter des politiques stimulées par les agences de notation, les investisseurs étrangers ou les marchés du crédit ne fera probablement qu'aggraver les résultats de la crise humaine. Si la crise financière n'est pas attaquée à sa source et que la dépendance des foyers, de l'État et des entreprises au crédit n'est pas minimisée, la crise se répétera et à une échelle beaucoup plus vaste.

Références

CzechNews. 2008. « Czech textile mills fire hundreds as crisis hits » 18 novembre 2008. Disponible à <http://aktualne.centrum.cz/czechnews/clanek.phtml?id=622261>

Drach, Maryana et Farangis Najibullah. 2009. « Ukrainian workers unconvinced by Czech repatriation offer. » 19 février 2009. disponible à http://www.rferl.org/content/Ukrainian_Workers_Unconvinced_By_Czech_Repatriation_Offer/1496121.html

Dutch News. 2008. « With the Eastern Europeans, problem is not over.» 25 juin 2008.

EconomyWatch. 2009. « Russia's economic stimulus package. » Disponible à <http://www.economywatch.com/economic-stimulus-package/russia.html>

France24. 2009. « Dell to relocate flagship factory from Ireland to Poland. » Disponible à <http://www.france24.com/en/20090221-dell-moves-flagship-irish-factory-poland->

Gazeta Wyborcza. 2009. « Pay hikes for bosses. » 1er mai 2009. Disponible à <http://wiadomosci.onet.pl/1981293,,,,,1270637,10193,itemspec.html>

Gerry, Christopher, Byung-Yeon Kim et Carmen A Li. 2001. « The Gender Wage Gap and Wage Arrears in Russia: Evidence from the RLMS. » University of Essex, série de document de discussion portant sur l'économie, No. 533, août 2001. Disponible à <http://www.essex.ac.uk/economics/discussion-papers/papers-text/dp533.pdf>

GUS. 2006. « Zasi g ubóstwa materialnego w 2005. » (Income Deprivation in 2005). Warszawa: GUS. Disponible à http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1968_PLK_HTML.htm Consulté le 10 mai 2009.

Office des statistiques hongrois. 2009. « Major Changes in Labour Market January – December, 2008. » Statistical Reflections, 3 avril 2009, Iss. 7, Vol. 3: p. 3.

ILO. 2004a. « Economic Security for a better world. » Résumé disponible à <http://www.oit.org/public/english/protection/ses/download/docs/summary.pdf>

ILO. 2004b. « Fact Sheet No. 1: Income insecurity neglected aspects of poverty and inequality. » Disponible à http://www.oit.org/public/english/protection/ses/download/docs/sheet_no1.pdf

Fonds monétaire international. 2008. « IMF Agrees \$15.7 Billion Loan to Bolster Hungary's Finances. » 6 novembre 2008. Disponible à <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2008/CAR110608A.htm>

Kislitsyna, Olga. 2008. « Income Inequality in Russia during transition. How it can be explained. » Série de documents de travail sur l'éducation de l'économie et la recherche de consortium No 3/08. Disponible à http://www.eerc.ru/details/download.aspx?file_id=3638 Consulté le 15 mai 2009.

Konviser, Bruce I. 2009. « Crisis Puts Migrant Workers in a Bind. » Global Post, 22 avril 2009. Disponible à <http://www.globalpost.com/dispatch/czech-republic/090418/crisis-puts-migrant-workers-bind>

Lithuanian Development Agency (LDA). 2009. « Lithuania's Economic Stimulus Package Among the Best in CEE. » Communiqué de presse. 2 mars 2009. Disponible à <http://www.lida.lt/en/NewsDetails.html?sp=I90000000000000183> Consulté le 3 mai 2009.

Michalewicz, Iza. 2009. « The price of a sales rep. (Cena repa) » Polityka, No 22, 30 mai 2009 : p. 34-37.

Milanovic, B. 1999. « True world income distribution, 1988 and 1993: First calculation based on household surveys alone. » Document de recherche sur la politique de la Banque Mondiale No. 2244. Disponible à <http://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/2244.html>

MTI-ECONNEWS. 2008. « Hungarian economy minister announces Ft 1.4 trillion stimulus package. » Disponible à <http://www.realdeal.hu/20081113/hungarian-economy-minister-announces-ft-14-trillion-stimulus-package>

New Statesman. 2008. « Indulge the urge to splurge this Christmas. » 11 décembre 2008. Disponible à <http://www.newstatesman.com/politics/2008/12/christmas-indulge-urge-latvia>

OCDE. 2007. « Use of Derivatives for Debt Management and Domestic Debt Market Development: Key Conclusions. » Rapport du neuvième forum annuel de l'OCDE/de la Banque Mondiale/l'IMF sur le marché des obligations. Paris: 22-23 mai. 2007.

OCDE. 2008. Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries. Paris: OCDE.

Pawlak, Waldemar. 2009. « Do banks have conscience? » Gazeta Bankowa. 4 mai 2009. Disponible à <http://biznes.onet.pl/13,1555628,prasa.html>

Polska Times. 2009. « Polski przemysl odziezowy zaczyna cienko przasc. » Disponible à http://gospodarka.gazeta.pl/Gielda/1,94782,6125046,_P___Polscy_producenci_odziezy_zaczynaja_cienko_przasc.html

PAP. 2008. « 91 bn zlotys for stability plan and development. » 30 novembre 2008. Disponible à <http://biznes.onet.pl/0,1871921,wiadomosci.html2009-11-16>

PAP. 2009. « State owned companies made 1 billion zlotys loss in options. » 2 février 2009. Disponible à <http://gielda.onet.pl/0,1920661,wiadomosci.html>



Rohland, Klaus. 2009. « ECA Region and the Global Crisis. » Higher School of Economics Conference. Conference presentation. Moscou : 9 avril 2009.

Sofia News Agency. 2008. « Financial crisis leads to hotel closures in Bulgaria. » 13 novembre 2008. Disponible à http://www.novinite.com/view_news.php?id=98848

Tittenbrun, Jacek. 2009. « Falling out of the frying pan into the fire. Meandering privatization. (Z deszczu pod rynne. Meandry polskiej prywatyzacji). » Vol. I – IV. Poznan: Wydawnictwo Zyski i Sp.

True, Jacquis. 2000. « Gendering post-socialist transition, » in Gender and Global Restructuring eds. Marianne H. Marchand and Anne Sisson Runyan. London: Routledge, p 74-93.

TVN24. 2009. « Hungry Russians protest. » 2 juin 2009. Disponible à <http://www.tvn24.pl/-1,1603418,0,1,glodni-rosjanie-wyszli-na-ulice,wiadomosc.html>

UNICEF. 2001. A Decade of Transition. A Regional Monitoring Report. Florence: Innocenti Research Centre.

UNICEF. 1999. « After the Fall: The Human Impact of Ten Years of Transition. » Florence: Innocenti Research Centre. Disponible à <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/afterthefall.pdf> (accessed May 10, 2009).

UNDP. 2009. « The financial crisis: an interview with Kori Udovi ki. » Entrevue le 26 mars 2009. Disponible à <http://europeandcis.undp.org/gender/ukraine/show/3E32F259-F203-1EE9-BF647721DB500B48>

Banque Mondiale. 2008. Project document. 23 décembre 2008. Disponible à <http://go.worldbank.org/X2I6P64990>

Banque Mondiale. 2009. « Global Crisis Pushing Almost 35 Million People Back Into Poverty And Vulnerability In Europe And Central Asia. » Communiqué de presse: 2009/323/ ECA URL. Disponible à <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22155627~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>.

Yurchak, Alexei. 2003. « Russian neo-liberal: The ethics of entrepreneurship and the spirit of true careerism. » The Russian Review Vol. 62, 2003: 72-90.

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro